



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2014-2015

TB/PR

P.V. IR 12

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Procès-verbal de la réunion du 11 février 2015

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 20 et 28 janvier 2015
2. 6738 Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution
 - Rapporteur : Monsieur Alex Bodry
 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 6030 Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution
 - Continuation de l'examen et de la discussion des dispositions tenues en suspens

*

Présents : M. Claude Adam, M. Eugène Berger remplaçant Mme Simone Beissel, M. Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Léon Gloden, Mme Cécile Hemmen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, Mme Lydie Polfer, M. Gilles Roth, M. Serge Urbany, M. Claude Wiseler

M. Roy Reding, observateur

Mme Anne Greiveldinger, M. Jeff Fettes, du ministère d'Etat

Mme Tania Braas, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Alex Bodry, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 20 et 28 janvier 2015

En ce qui concerne le projet de procès-verbal de la réunion jointe du 20 janvier 2015, des représentants du groupe politique CSV font remarquer que les conventions signées avec les communautés religieuses, transmises par courrier électronique le 10 février 2015, diffèrent du document distribué au cours de cette réunion et annexé au procès-verbal afférent. En effet, l'article 3 de la convention prévoit que « (...) Préalablement à la désignation d'un nouveau chef de culte par une communauté religieuse celle-ci soumet son choix à l'approbation du Gouvernement. » et l'article 20 du même texte dispose que « (...) Si le Fonds décide de ne plus assumer, voire ne se voit plus en mesure d'assumer en collaboration avec les communes respectives ses obligations d'entretien et de conservation pour un édifice à sa charge, il sera procédé, à la désacralisation et à la vente de l'édifice. (...) » Or, il s'avère que l'article 3 ainsi que le bout de phrase « en collaboration avec les communes respectives » figurant à l'article 20 ont été supprimés dans le texte des conventions signées. Force est donc de constater que le Gouvernement a apporté des modifications essentielles au texte soumis à la discussion et décision de la Chambre des Députés, sans l'en avoir informée. Cette façon de procéder est jugée comme étant inacceptable.

M. le Président tient à rappeler que la Chambre des Députés n'a pas procédé au vote de la convention et qu'elle sera prochainement saisie d'un projet de loi d'approbation des conventions signées.

Dans un souci de transparence, la commission décide que les conventions signées avec les communautés religieuses soient annexées au présent procès-verbal.

Suite à ces interventions, les projets de procès-verbal repris sous rubrique sont approuvés.

2. 6738 Proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

La commission procède à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat intervenu le 6 février 2015.

Le Conseil d'Etat relève que l'erreur matérielle qui lui a été signalée par dépêche du 28 janvier 2015 est à considérer comme un amendement, mais qu'elle trouve l'accord du Conseil d'Etat.

En outre, la Haute Corporation prend acte des remarques préliminaires par lesquelles la commission parlementaire entend motiver pourquoi elle n'a pas tenu compte de certaines des observations critiques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 13 janvier 2015.

Quant aux amendements proprement dits, il y a lieu de retenir ce qui suit :

Amendement 1 concernant la version luxembourgeoise de la deuxième question de l'article unique

Dans son avis complémentaire du 6 février 2015, le Conseil d'Etat relève que la commission a aligné les versions luxembourgeoise et allemande au texte français de la question 2 en ce qui concerne la bonne traduction de la notion « en vue de participer ... aux élections », mais qu'il se doit de constater que c'est seulement le texte coordonné qui reproduit correctement cette volonté. En effet, le nouveau texte de la version luxembourgeoise repris sous l'amendement 1 continue à évoquer la participation (« *kënne matzemaachen* »). Il y a donc lieu de supprimer le mot « kënne ».

La commission prend acte de cette remarque et redresse cet oubli dans le texte luxembourgeois.

Amendement 2 concernant la version luxembourgeoise de la troisième question de l'article unique

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat note que cet amendement, qui reprend une proposition qu'il a formulée dans son avis du 13 janvier 2015, ne donne pas lieu à observation.

Amendement 3 concernant la version allemande de la troisième question de l'article unique

Cet amendement trouve l'accord du Conseil d'Etat.

Amendement 4 concernant la quatrième question de l'article unique

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat rappelle que dans son avis du 13 janvier 2015 il avait souligné le caractère éminemment politique du choix des questions et que ce choix relève dès lors de la seule responsabilité des auteurs de la proposition de loi. Par conséquent, il n'a pas d'observation à formuler au sujet de la suppression d'une des questions qu'il avait été initialement prévu de soumettre à l'appréciation des électeurs.

Présentation et adoption d'un projet de rapport

M. le Président-Rapporteur présente succinctement son projet de rapport transmis par courrier électronique le 9 février 2015. Il est souligné que le texte proposé tient compte des observations que le Conseil d'Etat a formulées dans son avis complémentaire et reprend l'annexe relative au modèle d'un bulletin de vote à questions multiples jointe à la proposition de loi, comme elle n'a pas suscité de commentaires de la part du Conseil d'Etat.

De l'avis d'un représentant du groupe politique CSV, il est faux de prétendre sous le point II. du projet de rapport que le recours au référendum est censé permettre d'opérer un déblocage du débat, alors qu'au cours de l'année dernière, il n'y a pas eu un grand débat au sein de la Chambre des Députés au sujet des questions soumises au référendum. En réponse, M. le Président-Rapporteur rappelle qu'un débat en séance plénière a eu lieu sur l'abaissement du droit de vote actif de dix-huit à seize ans dans le cadre de la discussion de la proposition de révision 6205 et de la proposition de loi 6206. Il en va de même des cultes (cf. motion du 7 juin 2011).

Une représentante du même groupe politique donne à considérer qu'il est inapproprié de parler d'un déblocage, dans la mesure où un débat a eu lieu.

M. le Président-Rapporteur propose finalement de supprimer le bout de phrase « d'opérer un déblocage ». Ainsi, le texte prendra la teneur suivante : « Le recours au référendum est censé permettre d'avancer dans l'élaboration de la nouvelle Constitution. »

Quant à la remarque qu'il faudrait à la page 3 préciser que le groupe politique CSV estime que les questions soumises à la consultation des électeurs n'ont pas une valeur constitutionnelle, M. le Président-Rapporteur fait remarquer que le rapport d'une commission parlementaire est censé refléter l'opinion de la majorité qui s'est dégagée en faveur ou en défaveur d'un projet ou d'une proposition de loi. Il ne constitue aucunement un procès-verbal des discussions qui ont eu lieu au sein de la commission.

En réponse à la remarque qu'il faudrait à la page 3 reformuler la phrase « Conformément à l'article 29 de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national, lorsque le référendum porte sur deux ou plusieurs questions, le bulletin unique contient à côté des éléments mentionnés à l'alinéa 1 de l'article 28 ceux prévus aux alinéas suivants du même article, qui doivent alors être repris individuellement pour chaque question soumise au référendum. », M. le Président-Rapporteur propose de la supprimer tout simplement. La commission se rallie à cette proposition. L'alinéa subséquent devra par conséquent être reformulé.

Il est encore proposé de supprimer les termes « de la commission » à l'alinéa *in fine* du point IV. Ainsi, cet alinéa prendra la teneur suivante : « En effet, sur la proposition de suppression des dispositions de financement des cultes inscrites à l'article 106 actuel, il existe désormais une unanimité au sein de la Chambre des Députés. »

Enfin, une représentante du groupe politique CSV fait remarquer qu'une distinction est faite entre les secrétaires d'Etat disposant d'une délégation de compétence et faisant partie du Gouvernement et ceux disposant uniquement d'une délégation de signature. Il se pose donc la question de savoir s'il ne faudrait pas apporter une précision à ce sujet à l'endroit de la troisième question référendaire relative à la limitation du mandat des membres du Gouvernement ? En réponse à cette question, M. le Président-Rapporteur argue que toutes les personnes figurant dans l'arrêté grand-ducal portant nomination des membres du Gouvernement sont à considérer comme membres du Gouvernement. Ainsi, tous les secrétaires d'Etat, quels qu'ils soient, sont membres du Gouvernement et sont partant visés par la troisième question précitée. Il est souligné qu'en visant le ou les secrétaire(s) d'Etat, la proposition de révision 6030 ne fait pas non plus de distinction entre ces deux catégories de secrétaires d'Etat.

Soumis au vote, le projet de rapport, tel que modifié, est adopté à 7 voix pour (MM. Claude Adam, Eugène Berger, Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, Mmes Cécile Hemmen et Lydie Polfer), cinq voix contre (MM. Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Gilles Roth et Claude Wiseler) et une abstention (M. Serge Urbany).

Quant au temps de parole, la commission propose le modèle 1.

3. 6030 Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution

La commission continue l'examen et la discussion du point I) « Modifications proposées à la suite des discussions en commission » de la liste des articles en suspens et des autres points à discuter mise à jour et transmise par courrier électronique le 30 janvier 2015. M. le Président propose de se pencher au cours de cette réunion sur les dispositions suscitant moins de discussion.

1. Réinscription d'un député appelé aux fonctions de membre du Gouvernement (article 65, paragraphe (2), 2^{ème} phrase du TC)

Il est proposé de libeller la deuxième phrase du paragraphe (2) de l'article 65 du texte coordonné comme suit :

« Le député, appelé aux fonctions de membre du Gouvernement, perd son mandat de député. Il est réinscrit sur la liste sur laquelle il a été élu comme suppléant dans l'ordre des suffrages obtenus. »

Cette proposition de texte trouve l'accord de la commission.

2. Vérification et contestation des pouvoirs des membres de la Chambre des Députés (article 66, paragraphe (1) du TC)

Il est proposé de reformuler le paragraphe (1) de l'article 66 du texte coordonné comme suit :

« La Chambre des Députés se réunit en séance publique au plus tard le trentième jour qui suit la date des élections pour vérifier les pouvoirs de ses membres et pour statuer sur les contestations qui s'élèvent à ce sujet. Il lui appartient également de constater que l'un de ses membres a perdu la qualité de député.

Un recours contre ces décisions est ouvert devant la Cour administrative qui statue en dernier ressort. Les modalités de ce recours sont réglées par la loi. »

M. le Président rappelle qu'il avait proposé de se pencher davantage sur l'idée de la création d'un nouvel organe auprès duquel un recours contre la décision de la Chambre des Députés pourrait être introduit et de s'informer à cet effet plus en détail sur le système applicable en Suède. Or, il s'avère toutefois, d'après les informations obtenues par la commission de vérification des élections suédoise (Valprövningsnämnden)¹, que le modèle suédois ne donne pas la satisfaction escomptée. Voilà pourquoi, il propose de renoncer à l'idée de mettre en place un nouvel organe et de prévoir un recours devant la Cour administrative.

Un représentant du groupe politique CSV, tout en accueillant favorablement l'idée d'un recours devant une instance juridictionnelle, se demande pourtant si on peut prévoir dans la Constitution que la Cour administrative statue en dernier ressort ? En effet, les cas dans lesquels les cours et tribunaux statuent en premier ou en dernier ressort sont déterminés par

¹ « The members on the Election Review Board are elected by the Riksdag after every ordinary election to the Riksdag, for the period until new elections are held.

The parliamentary session starts at the first sitting of the newly elected Riksdag. At the same time a Nomination Committee is appointed. This committee suggests e.g. members to the Board.

The Nomination Committee asks the Party Offices to propose members of the Board.

The Election Review Board is politically composed in a manner corresponding to the composition of the Riksdag. Though the members of the Board act as persons when deciding on a matter.

The chair **may not** be a member of the Riksdag, the members **can** be members of the Riksdag.

It is the former Board (the Board that was elected by the old Riksdag) that handles appeals against the election of the new Riksdag. »

la loi. Il soulève donc la question de savoir s'il ne faudrait pas plutôt écrire « devant les juridictions administratives » et étendre par ailleurs les compétences de la Cour administrative au recours précité, en modifiant la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ?

M. le Président souligne que la précision selon laquelle la Cour administrative statue en dernier ressort n'est en fait pas nécessaire comme la Chambre des Députés tranchera en première instance et que la référence à la Cour administrative implique qu'elle interviendra en dernier ressort.

De l'avis du représentant de la sensibilité politique déi Lénk, un recours devrait être prévu devant la Cour constitutionnelle comme on se trouve plutôt en matière constitutionnelle qu'administrative. Il s'agit en fait d'une question relative à la place de la Chambre des Députés, premier pouvoir de l'Etat, au sein de la structure institutionnelle. L'introduction d'un recours devant la Cour constitutionnelle impliquerait bien évidemment une réforme fondamentale de celle-ci. En réplique à cette intervention, un représentant du groupe politique CSV fait valoir que le mode de fonctionnement de la Cour constitutionnelle changerait alors fondamentalement. En effet, jusqu'à présent, celle-ci est saisie, à titre préjudiciel, lorsqu'une question relative à la conformité d'une loi à la Constitution se pose devant une juridiction de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif. La saisine directe par un particulier engendrerait partant une discussion sur la place que la Cour constitutionnelle occupe dans notre système juridique, discussion, qui, à ce stade, ne serait pas très opportune.

M. le Président donne à considérer que, vu sa composition mixte, notre Cour constitutionnelle ne peut pas être comparée aux Cours constitutionnelles des autres pays européens. Il met par ailleurs en garde contre l'instauration d'une saisine directe de la Cour constitutionnelle dans le cas spécifique précité et il propose de maintenir sa proposition de prévoir un recours devant la Cour administrative, en supprimant toutefois le bout de phrase « qui statue en dernier ressort ». Si la commission devait opter pour cette voie, alors il faudrait inscrire l'article en question ainsi que la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif dans le tableau des modifications à apporter aux textes légaux en vigueur et des textes légaux nouveaux à adopter conformément et parallèlement à l'entrée en vigueur des nouvelles règles constitutionnelles.

Quant à la question de savoir qui pourra saisir la Cour administrative, M. le Président répond que cette question relève des modalités du recours qui devront être réglées par la loi. A son avis, il devrait s'agir des mêmes personnes que celles qui peuvent intenter un recours contre les élections communales. A cet égard, un représentant du groupe politique CSV fait valoir qu'il ne faut pas faire l'amalgame entre la décision de la Chambre des Députés portant sur la vérification des pouvoirs de ses membres et les contestations qui s'élèvent à ce sujet et la décision qu'elle prend à l'égard de l'un de ses membres. Or, le fait d'écrire « un recours contre ces décisions » vise les deux. Il se pose partant la question de savoir si la décision de la Chambre des Députés portant sur la vérification des pouvoirs de ses membres et les contestations qui s'élèvent à ce sujet ne constitue pas une décision souveraine qui n'est pas susceptible d'un recours ? Etant donné que la proclamation du résultat du scrutin est faite par le Président du bureau de vote principal, un recours contre ses décisions pourrait être prévu. Ainsi, la Chambre des Députés n'aurait plus besoin de vérifier les pouvoirs de ses membres.

En réponse, M. le Président souligne que le bout de phrase « pour vérifier les pouvoirs de ses membres et pour statuer sur les contestations qui s'élèvent à ce sujet » signifie en réalité que la Chambre des Députés vérifie seulement certains éléments du résultat du scrutin. Il s'agit d'un contrôle limité où elle est pourtant juge et partie, ce qui pose problème. Cette décision n'a pas le caractère d'une décision individuelle, mais d'une décision globale, de sorte qu'on ne peut pas écrire « un recours contre ces décisions individuelles ».

Après un bref échange de vues, il propose de reformuler l'alinéa 2 de la manière suivante :
« Un recours contre ces décisions relatives à la qualité d'élu est ouvert devant la Cour administrative. Les modalités de ce recours sont réglées par la loi. » La proposition de texte reformulée trouve l'accord de la majorité des membres de la commission.

3. Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages (article 69, alinéa 2 du TC)

Il est proposé de modifier l'alinéa 2 de l'article 69 du texte coordonné comme suit :

« Toute résolution est prise à la majorité des suffrages. Les abstentions n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité (...). »

M. le Président rappelle que le système actuel, se calquant sur le système belge (le texte luxembourgeois correspond au texte de la Constitution belge et à l'interprétation qui en est faite par le Règlement de la Chambre des représentants), n'est pas satisfaisant. En effet, la Constitution parle de « majorité absolue des suffrages », tandis que le Règlement de la Chambre des Députés prévoit que les abstentions n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité absolue (article 48, paragraphe (1), deuxième phrase), tout en disposant en son article 47, paragraphe (1) qu'il existe trois moyens pour s'exprimer : par oui, par non ou par abstention. L'orateur fait remarquer que si les abstentionnistes ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité, il faut renoncer au terme « absolue ». Il signale que le texte proposé ne fait qu'entériner la pratique, qui, depuis presque 150 ans, n'a pas fait l'objet de contestations.

Des représentants du groupe politique CSV soulignent qu'il existe des arguments pour et contre le maintien du système actuel. En cas de maintien du terme « absolue », les abstentionnistes devront être pris en compte dans le calcul de la majorité, tandis qu'il faudra en faire abstraction en cas de suppression de ce terme. Si les abstentionnistes ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité, alors il faudra être conséquent et leur accorder une valeur moindre dans le Règlement de la Chambre des Députés.

Un représentant du groupe politique déi gréng informe les membres de la commission que cette question a été discutée au sein de son groupe politique et que celui-ci est parvenu à la conclusion qu'il faudrait maintenir le système actuel, c'est-à-dire faire abstraction des abstentionnistes dans le calcul de la majorité. Par voie de conséquence, le terme « absolue » devra être supprimé.

Au vu de ce qui précède, M. le Président suggère de reprendre le texte tel que proposé. La commission se rallie à cette proposition. Ainsi, l'alinéa 2 de l'article 69 du texte coordonné prend la teneur suivante :

« Toute résolution est prise à la majorité des suffrages. Les abstentions n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité. Le vote par procuration est admis. Nul ne peut toutefois recevoir plus d'une procuration. »

4. Emplacement de l'article 70 du TC

Il est proposé, dans un souci de cohérence, de changer l'emplacement de l'article 70 du texte coordonné et de le placer après l'article 66 du texte coordonné. Il deviendrait ainsi le nouvel article 67 du texte coordonné et les articles subséquents seraient à renuméroter.

En outre, il est suggéré de ne pas reprendre la proposition de texte du Conseil d'Etat « selon les modalités fixées dans son Règlement » (proposition de texte que la commission précédente avait fait sienne). Ainsi, l'article 67 du texte coordonné (devient l'article 68) serait maintenu dans sa version initiale : « La Chambre des Députés nomme son président et ses vice-présidents et compose son bureau. »

Etant donné que la nomination du président et des vice-présidents de la Chambre des Députés relève de l'organisation de la Chambre des Députés visée par le nouvel article 67, le renvoi à son Règlement à l'endroit du nouvel article 68 (ancien article 67) est superfétatoire.

La commission se déclare d'accord avec ces propositions de modification.

*

La prochaine réunion est fixée au mercredi, le 25 février 2015 à 10.30 heures². A l'ordre du jour figurera la proposition de révision 6030 et, plus particulièrement, la continuation de l'examen et de la discussion des dispositions tenues en suspens.

La Secrétaire-administrateur,
Tania Braas

Le Président,
Alex Bodry

Annexe : - Conventions signées avec les communautés religieuses

² Les membres de la commission ont décidé de convoquer cette réunion, malgré la réunion jointe de plusieurs commissions parlementaires aux mêmes date et heure.

Ministère d'État : Transmission des conventions signées avec les communautés religieuses

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
- aux Membres de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- aux Membres de la Commission des Affaires intérieures
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 10 février 2015

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line.



Luxembourg, le 3 février 2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

10 FEV. 2015

30.15.15

Monsieur le Président de la
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
43, bd. F.-D. Roosevelt

L-1728 Luxembourg

OBJET: Transmission des conventions signées avec les communautés religieuses.

Monsieur le Président,

Me référant à votre courrier du 23 janvier 2015, j'ai l'honneur de vous transmettre en annexe une copie de la version signée des différentes conventions que le Gouvernement a conclues avec les communautés religieuses.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Premier Ministre

Ministre des Cultes



Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg

Préambule

Considérant que les communautés religieuses bénéficiant des conventions professent une religion reconnue au niveau mondial, sont bien établies au Luxembourg et y sont appuyées par une communauté suffisamment nombreuse ;

considérant que le respect des droits et libertés constitutionnels, de l'ordre public et des valeurs démocratiques, la promotion des droits de l'homme et de l'égalité de traitement ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes doivent être garantis par les communautés signataires de la présente convention ;

considérant qu'au vu de l'évolution sociologique et démographique des dernières décennies, il y a lieu d'ajouter la communauté musulmane du Luxembourg aux communautés religieuses bénéficiant des conventions en cours ;

considérant que le Gouvernement entend contribuer à l'exercice de la liberté des cultes par une contribution à charge du budget de l'État et qu'en contrepartie les cultes prêtent assistance spirituelle à toute personne qui en formule la demande ;

les parties en viennent à la conclusion de signer la présente convention.

Art. 1^{er}.

La présente convention a pour objet de régler les relations administratives et financières entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg, ci-après désignée par l'expression « communauté religieuse ».

Chapitre 1. – Dispositions communes aux communautés religieuses

Art. 2.

La communauté religieuse exerce son culte librement et publiquement dans le cadre des droits et libertés constitutionnels et dans le respect de l'ordre public, des droits de l'homme et de l'égalité de traitement. Elle s'engage à écarter de l'organisation de la communauté tout membre qui agit ou appelle à agir en violation de ces principes.

Art. 3.

La communauté religieuse décide librement de son organisation territoriale et personnelle, y compris pour ce qui est des aumôneries.

Conformément au principe de séparation de l'État et des communautés religieuses, l'État n'intervient pas dans la nomination des collaborateurs des cultes, à l'exception

des règles à fixer, le cas échéant, par une loi en ce qui concerne la nomination des chefs des cultes.

Art. 4.

La communauté religieuse s'engage à ne plus recruter ses collaborateurs à charge du budget de l'État à partir de la date de l'approbation de la présente convention. À partir de cette date, tous les collaborateurs recrutés par la communauté religieuse seront engagés sous un régime de droit privé.

Art. 5.

Le Gouvernement prend les mesures nécessaires afin d'assurer que le personnel engagé par la communauté religieuse avant l'entrée en vigueur de la présente convention continuera à se voir appliquer les dispositions relatives aux traitements et pensions contenus dans les conventions existantes au moment de leur engagement.

Art. 6.

La communauté religieuse s'engage à inviter les ministres du culte engagés sur base de la convention visée à l'article 17 de faire valoir leurs droits à pension à l'âge de 65 ans au plus tard.

Art. 7.

La présente convention fixe pour la communauté religieuse un soutien financier annuel qui sera viré pour le 31 janvier au plus tard de l'année en cours. Le montant de ce soutien financier est fixé en fonction de l'importance de la communauté religieuse. Il sera adapté aux variations de l'échelle mobile des salaires.

Le montant du soutien financier sera viré progressivement au culte concerné dès qu'il dépassera la somme des traitements, charges patronales comprises, des ministres du culte pris en charge en vertu du régime prévu à l'article 5.

Art. 8.

Le paiement de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article précédent peut être suspendu si la communauté religieuse ne respecte pas les principes énoncés à l'article 2.

Art. 9.

La communauté religieuse communiquera au Ministre des Cultes un organe représentatif national qui sera allocataire du soutien financier de l'État et qui sera responsable de son affectation au sein de la communauté.

La communauté religieuse désigne la personne qui a la qualité de chef du culte et celle qui représente le culte dans ses rapports avec le Gouvernement. Les noms des personnes concernées seront communiqués au Ministre des Cultes.

Art. 10.

La communauté religieuse doit avoir son siège sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

L'organe représentatif de la communauté religieuse pourra, sous sa responsabilité, créer une fondation d'utilité publique à autoriser par le Ministre de la Justice.

Art. 11.

La communauté religieuse doit tenir une comptabilité en bonne et due forme. Les comptes de fin d'année de la communauté religieuse sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprise, respectivement d'un commissaire aux comptes pour les comptes ne dépassant pas 500.000 euros. Les comptes et le rapport du réviseur d'entreprise respectivement du commissaire aux comptes doivent être transmis jusqu'au 30 juin de l'exercice subséquent au Ministre des Cultes.

Art. 12.

La communauté religieuse fait partie d'un Conseil des cultes conventionnés qui est l'interlocuteur du Gouvernement pour les dispositions relevant du présent chapitre. Le Conseil des cultes conventionnés se donnera un statut réglementant son organisation intérieure.

Le Conseil des cultes conventionnés est consulté régulièrement, dans le cadre du futur cours commun « éducation aux valeurs », sur les questions philosophiques et religieuses.

Art. 13.

La communauté religieuse adresse sa correspondance concernant les questions administratives au Ministre des Cultes.

Art. 14.

Le Gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exonération de tous droits et frais lors des transferts et changements portant sur les immeubles affectés à l'exercice du culte.

Chapitre 2. – Dispositions spécifiques concernant l'Eglise catholique du Luxembourg

Art. 15.

L'Archevêque de Luxembourg assume la direction et la juridiction du culte catholique conformément aux règles canoniques de l'Eglise catholique.

L'Archidiocèse peut comprendre des aumôneries.

Art. 16.

L'enveloppe financière visée à l'article 7 est fixée à 6.750.000.-€ (ni 775,17).

Chapitre 3. – Dispositions finales

Art. 17.

La présente convention remplace la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement et l'Archevêché portant refixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes, approuvée par la loi du 10 juillet 1998.

Art. 18.

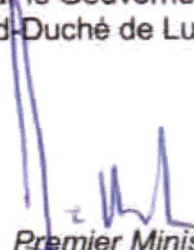
La convention est conclue pour une durée de 20 ans. Elle sera reconduite tacitement pour la même durée sauf renégociation par les parties signataires.

Art. 19.

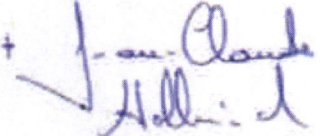
La présente convention est rédigée en deux exemplaires. Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.

Fait à Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg


Premier Ministre,
Ministre des Cultes

Pour l'Archevêché de
Luxembourg


Archevêque de Luxembourg



**Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique
du Luxembourg concernant l'organisation du cours commun « éducation aux
valeurs »**

Art. 1.

Le cours commun « éducation aux valeurs » aura comme objectif principal d'amener progressivement l'élève à confronter son vécu et sa quête de sens avec les grandes questions de l'humanité et avec des éléments de réponses issus de réflexions philosophiques et éthiques ainsi que des grandes traditions religieuses et culturelles.

S'agissant d'un cours de l'enseignement public, le ministère veillera à ce que les procédures usuelles pour l'élaboration de programmes soient appliquées. Ainsi, les objectifs, compétences, contenus et méthodologies de cette nouvelle branche seront définis et formulés par une commission nationale de programmes et validés par le Ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions.

Dans le contexte du développement curriculaire, le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse entend mettre en place de nouvelles procédures qui garantiront la participation étroite de la société civile. Il va de soi qu'un futur Conseil des Cultes comptera parmi les acteurs à être consultés régulièrement sur les questions philosophiques et religieuses.

Le cours commun sera intégré dans le plan d'études comme branche régulière. Il sera assuré, en application du cadre législatif actuel de l'Education nationale :

- dans l'enseignement fondamental, par un enseignant ou, le cas échéant, par un chargé de cours de la réserve nationale des suppléants ;
- dans l'enseignement secondaire, par les enseignants des deux branches actuelles et, à moyen terme par des enseignants spécialisés.

Art. 2.

La convention du 31 octobre 1997 concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire mise en vigueur par la loi modifiée du 10 juillet 1998 est résiliée de commun accord avec la mise en vigueur des lois organisant le cours commun « éducation aux valeurs », sous condition :

- du respect du principe général de droit « pacta sunt servanda » ;
- d'une offre de reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion actuels qui :
 - o garantit leur rémunération et leur carrière actuelle ;
 - o crée des perspectives professionnelles grâce aux procédures de validation des acquis de l'expérience et grâce à une offre de formation continue ;
 - o encourage les instances responsables d'ouvrir l'accès à une formation aboutissant au concours de recrutement des instituteurs de l'enseignement fondamental, respectivement des professeurs de l'enseignement secondaire ;
 - o aboutit à un emploi dans le domaine de l'Education nationale ;

- o tient compte dans ces démarches du cadre législatif et des conditions générales en vigueur du statut respectivement du fonctionnaire ou de l'employé de l'État.

L'offre de reprise du personnel par l'État ainsi que les conditions formulées ci-avant seront garanties pendant une durée de trois ans à compter de la date d'introduction du nouveau cours.

Aux enseignants désireux de continuer leur engagement au sein de l'Eglise catholique il sera offert la possibilité de maintenir leur statut conventionnel et contractuel au service du culte catholique en dehors du cadre scolaire, et ceci jusqu'à un maximum de 40 unités ETP. Ce cadre est non renouvelable et viendra à terme avec le départ à la retraite des enseignants en application du cadre législatif actuel de la Fonction publique.

Art. 3.

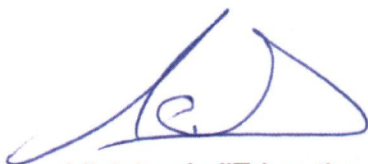
Il sera conclu une convention entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg – Centre Jean XXIII concernant le financement garantissant le bon fonctionnement de certaines de ses missions de formation et de recherche. Vu l'ouverture à la participation des autres cultes conventionnés aux activités susmentionnées, la participation financière de l'État s'élève à 600.000 € (n.i. 775,17).

Art. 4.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires. Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.

Fait à Luxembourg, le 26 janvier 2015.

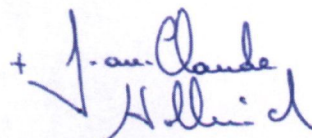
Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg



*Ministre de l'Education
nationale, de l'Enfance et de la
Jeunesse*

*Ministre de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche*

Pour l'Archevêché de
Luxembourg



Archevêque de Luxembourg



**Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique
du Luxembourg concernant la nouvelle organisation des fabriques d'églises**

Art. 1.

Il sera créé par la voie législative un Fonds de la Gestion des Edifices Religieux du Culte Catholique, dénommé ci-après le Fonds, qui reprendra les charges et les fonctions actuellement assumées par les fabriques des églises et qui bénéficiera du même régime fiscal. Le Fonds reprendra notamment les fonctions de fournir aux frais nécessaires du culte, de payer l'honoraire des prédicateurs de l'avent, du carême et autres solennités, de pourvoir à la décoration et aux dépenses relatives à l'embellissement intérieur de l'église et de veiller à la conservation et à l'entretien des édifices affectés au culte catholique.

Le Fonds sera géré par un Conseil d'Administration dont les membres seront nommés par l'Archevêque de Luxembourg.

Les communes et l'ensemble des fabriques des églises situées sur le territoire d'une même commune entameront dès la signature de la présente et devant aboutir jusqu'au 1^{er} janvier 2017 au plus tard des négociations avec l'appui du Ministère de l'Intérieur et de l'Archevêché de Luxembourg afin d'identifier les édifices à affecter au culte catholique. En cas d'accord entre les communes et les fabriques des églises concernées, les édifices ainsi déterminés seront transférés par la voie législative soit à la commune, soit au Fonds. En cas de désaccord, le législateur tranchera, l'Archevêché étant entendu en son avis.

L'article 76 de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802), le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises et le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales seront abolis pour le 1^{er} avril 2017 au plus tard. Le décret du 30 décembre 1809 sera modifié à court terme afin de libérer les communes de leurs charges relativement au culte.

Le Fonds sera seul responsable de la gestion des édifices qui lui seront confiés ainsi que de l'administration de l'intégralité du patrimoine qui lui sera transmis pour assurer ses obligations. Un co-financement de ses activités par le secteur communal sera exclu.

Les avoirs actifs et passifs des fabriques des églises existant sur le territoire du Grand-Duché au moment de la mise en vigueur de la loi portant création du Fonds seront transférés par la loi et dans leur intégralité au Fonds qui en disposera librement en bon père de famille dans le respect du caractère affecté de ce patrimoine. Ce transfert sera libre de toutes charges fiscales et droits d'enregistrement.

Le Fonds organisera son fonctionnement librement.

Le Fonds exercera un droit de propriété sur tous les édifices qui lui seront confiés. Il ne pourra ni changer l'affectation à l'exercice du culte, ni partant en faire un usage commercial.

Le Fonds pourra bénéficier de dons et de legs de la part de personnes physiques. Les dons seront déductibles du total des revenus nets du donateur dans la limite des montants définis par la législation fiscale.

Les comptes annuels du Fonds seront contrôlés annuellement par un réviseur d'entreprise agréé.

Les édifices qui ne seront pas transférés par la voie législative au Fonds, seront la propriété exclusive de la commune sur le territoire de laquelle ils se trouvent. La commune en disposera librement tout en respectant le caractère et la dignité des lieux. Les frais d'entretien et de conservation de ces édifices seront à charge de la commune. Le culte catholique s'engage à désacraliser ces édifices à la demande du conseil communal. En cas de désaffectation, le Fonds aura un droit de préemption sur le mobilier contenu dans les édifices en question pour le prix d'un euro symbolique.

Si le Fonds décide de ne plus assumer, voire ne se voit plus en mesure d'assumer ses obligations d'entretien et de conservation pour un édifice à sa charge, il sera procédé, à la désacralisation et à la vente de l'édifice. Un droit d'acquisition préférentiel (droit de préemption) est conféré à la commune sur le territoire de laquelle l'édifice se situe, sinon à l'État. Si la vente se fait, soit à l'État, soit à la commune, le prix d'achat est fixé à un euro.

Par dérogation, la Cathédrale de la Ville de Luxembourg et la Basilique d'Echternach, édifices religieux d'importance nationale, seront pourvus d'un régime spécial.

Art. 2.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires. Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.

Fait à Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg


Ministre de l'Intérieur

Pour l'Archevêché de
Luxembourg


Archevêque de Luxembourg

Archevêque
←



**Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la communauté
israélite du Luxembourg**

Préambule

Considérant que les communautés religieuses bénéficiant des conventions professent une religion reconnue au niveau mondial, sont bien établies au Luxembourg et y sont appuyées par une communauté suffisamment nombreuse ;

considérant que le respect des droits et libertés constitutionnels, de l'ordre public et des valeurs démocratiques, la promotion des droits de l'homme et de l'égalité de traitement ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes doivent être garantis par les communautés signataires de la présente convention ;

considérant qu'au vu de l'évolution sociologique et démographique des dernières décennies, il y a lieu d'ajouter la communauté musulmane du Luxembourg aux communautés religieuses bénéficiant des conventions en cours ;

considérant que le Gouvernement entend contribuer à l'exercice de la liberté des cultes par une contribution à charge du budget de l'État et qu'en contrepartie les cultes prêtent assistance spirituelle à toute personne qui en formule la demande ;

les parties en viennent à la conclusion de signer la présente convention.

Art. 1^{er}.

La présente convention a pour objet de régler les relations administratives et financières entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la communauté israélite du Luxembourg, ci-après désignée par l'expression « communauté religieuse ».

Chapitre 1. – Dispositions communes aux communautés religieuses

Art. 2.

La communauté religieuse exerce son culte librement et publiquement dans le cadre des droits et libertés constitutionnels et dans le respect de l'ordre public, des droits de l'homme et de l'égalité de traitement. Elle s'engage à écarter de l'organisation de la communauté tout membre qui agit ou appelle à agir en violation de ces principes.

Art. 3.

La communauté religieuse décide librement de son organisation territoriale et personnelle, y compris pour ce qui est des aumôneries.

Conformément au principe de séparation de l'État et des communautés religieuses, l'État n'intervient pas dans la nomination des collaborateurs des cultes, à l'exception des règles à fixer, le cas échéant, par une loi en ce qui concerne la nomination des chefs des cultes.

Art. 4.

La communauté religieuse s'engage à ne plus recruter ses collaborateurs à charge du budget de l'État à partir de la date de l'approbation de la présente convention. À partir de cette date, tous les collaborateurs recrutés par la communauté religieuse seront engagés sous un régime de droit privé.

Art. 5.

Le Gouvernement prend les mesures nécessaires afin d'assurer que le personnel engagé par la communauté religieuse avant l'entrée en vigueur de la présente convention continuera à se voir appliquer les dispositions relatives aux traitements et pensions contenus dans les conventions existantes au moment de leur engagement.

Art. 6.

La communauté religieuse s'engage à inviter les ministres du culte engagés sur base de la convention visée à l'article 18, de faire valoir leurs droits à pension à l'âge de 65 ans au plus tard.

Art. 7.

La présente convention fixe pour la communauté religieuse un soutien financier annuel qui sera viré pour le 31 janvier au plus tard de l'année en cours. Le montant de ce soutien financier est fixé en fonction de l'importance de la communauté religieuse. Il sera adapté aux variations de l'échelle mobile des salaires.

Le montant du soutien financier sera viré progressivement au culte concerné dès qu'il dépassera la somme des traitements, charges patronales comprises, des ministres du culte pris en charge en vertu du régime prévu à l'article 5.

Art. 8.

Le paiement de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article précédent peut être suspendu si la communauté religieuse ne respecte pas les principes énoncés à l'article 2.

Art. 9.

La communauté religieuse communiquera au Ministre des Cultes un organe représentatif national qui sera allocataire du soutien financier de l'État et qui sera responsable de son affectation au sein de la communauté.

La communauté religieuse désigne la personne qui a la qualité de chef du culte et celle qui représente le culte dans ses rapports avec le Gouvernement. Les noms des personnes concernées seront communiqués au Ministre des Cultes.

Art. 10.

La communauté religieuse doit avoir son siège sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

L'organe représentatif de la communauté religieuse pourra, sous sa responsabilité, créer une fondation d'utilité publique à autoriser par le Ministre de la Justice.

Art. 11.

La communauté religieuse doit tenir une comptabilité en bonne et due forme. Les comptes de fin d'année de la communauté religieuse sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprise, respectivement d'un commissaire aux comptes pour les comptes ne dépassant pas 500.000 euros. Les comptes et le rapport du réviseur d'entreprise respectivement du commissaire aux comptes doivent être transmis jusqu'au 30 juin de l'exercice subséquent au Ministre des Cultes.

Art. 12.

La communauté religieuse fait partie d'un Conseil des cultes conventionnés qui est l'interlocuteur du Gouvernement pour les dispositions relevant du présent chapitre. Le Conseil des cultes conventionnés se donnera un statut réglementant son organisation intérieure.

Le Conseil des cultes conventionnés est consulté régulièrement, dans le cadre du futur cours commun « éducation aux valeurs », sur les questions philosophiques et religieuses.

Art. 13.

La communauté religieuse adresse sa correspondance concernant les questions administratives au Ministre des Cultes.

Art. 14.

Le Gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exonération de tous droits et frais lors des transferts et changements portant sur les immeubles affectés à l'exercice du culte.

Chapitre 2. – Dispositions spécifiques concernant le Culte israélite

Art. 15.

Le Consistoire israélite de Luxembourg représente les communautés israélites établies sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg. Le Consistoire fonctionne suivant les règles établies par le culte israélite dans son statut. Le statut est communiqué au Ministre des Cultes pour information.

Art. 16.

Le Consistoire possède la personnalité civile. Le Consistoire est représenté judiciairement et extrajudiciairement par son président ou un délégué spécialement mandaté. Il peut ester en justice après avoir été autorisé pour chaque cas par un vote de son assemblée pris aux deux tiers des voix.

Art. 17.

L'enveloppe financière visée à l'article 7 est fixée à 315.000.-€ (ni 775,17).

Chapitre 3. – Dispositions finales

Art. 18.

La présente convention remplace la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement et les communautés israélites du Luxembourg, approuvée par la loi du 10 juillet 1998.

Art. 19.

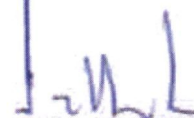
La convention est conclue pour une durée de 20 ans. Elle sera reconduite tacitement pour la même durée sauf renégociation par les parties signataires.

Art. 20

La présente convention est rédigée en deux exemplaires. Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.

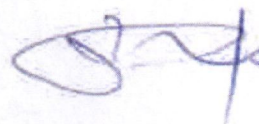
Fait à Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg



*Premier Ministre,
Ministre des Cultes*

Pour le Consistoire israélite de
Luxembourg



*Président du Consistoire israélite
de Luxembourg*



Grand Rabbin



Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et l'Église protestante du Luxembourg et l'Église protestante réformée d'autre part.

Préambule

Considérant que les communautés religieuses bénéficiant des conventions professent une religion reconnue au niveau mondial, sont bien établies au Luxembourg et y sont appuyées par une communauté suffisamment nombreuse ;

considérant que le respect des droits et libertés constitutionnels, de l'ordre public et des valeurs démocratiques, la promotion des droits de l'homme et de l'égalité de traitement ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes doivent être garantis par les communautés signataires de la présente convention ;

considérant qu'au vu de l'évolution sociologique et démographique des dernières décennies, il y a lieu d'ajouter la communauté musulmane du Luxembourg aux communautés religieuses bénéficiant des conventions en cours ;

considérant que le Gouvernement entend contribuer à l'exercice de la liberté des cultes par une contribution à charge du budget de l'État et qu'en contrepartie les cultes prêtent assistance spirituelle à toute personne qui en formule la demande ;

les parties en viennent à la conclusion de signer la présente convention.

Art. 1^{er}.

La présente convention a pour objet de régler les relations administratives et financières entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et l'Église protestante du Luxembourg et l'Église protestante réformée du Luxembourg d'autre part, ci-après désignés par l'expression « communautés religieuses ».

Chapitre 1. – Dispositions communes aux communautés religieuses

Art. 2.

Les communautés religieuses exercent leur culte librement et publiquement dans le cadre des droits et libertés constitutionnels et dans le respect de l'ordre public, des droits de l'homme et de l'égalité de traitement. Elles s'engagent à écarter de l'organisation de la communauté tout membre qui agit ou appelle à agir en violation de ces principes.

Art. 3.

Les communautés religieuses décident librement de leur organisation territoriale et personnelle, y compris pour ce qui est des aumôneries.

Conformément au principe de séparation de l'État et des communautés religieuses, l'État n'intervient pas dans la nomination des collaborateurs des cultes, à l'exception des règles à fixer, le cas échéant, par une loi en ce qui concerne la nomination des chefs des cultes.

Art. 4.

Les communautés religieuses s'engagent à ne plus recruter leurs collaborateurs à charge du budget de l'État à partir de la date de l'approbation de la présente convention. À partir de cette date, tous les collaborateurs recrutés par une communauté religieuse seront engagés sous un régime de droit privé.

Art. 5.

Le Gouvernement prend les mesures nécessaires afin d'assurer que le personnel engagé par les communautés religieuses avant l'entrée en vigueur de la présente convention continuera à se voir appliquer les dispositions relatives aux traitements et pensions contenus dans les conventions existantes au moment de leur engagement.

Art. 6.

Les communautés religieuses s'engagent à inviter les ministres du culte engagés sur base des conventions visées à l'article 18 de faire valoir leurs droits à pension à l'âge de 65 ans au plus tard.

Art. 7.

La présente convention fixe pour chaque communauté religieuse un soutien financier annuel qui sera viré pour le 31 janvier au plus tard de l'année en cours. Le montant de ce soutien financier est fixé en fonction de l'importance des communautés religieuses. Il sera adapté aux variations de l'échelle mobile des salaires.

Le montant du soutien financier sera viré progressivement au culte concerné dès qu'il dépassera la somme des traitements, charges patronales comprises, des ministres du culte pris en charge en vertu du régime prévu à l'article 5.

Art. 8.

Le paiement de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article précédent peut être suspendu si les communautés religieuses ne respectent pas les principes énoncés à l'article 2.

Art. 9.

Chaque communauté religieuse communiquera au Ministre des Cultes un organe représentatif national qui sera allocataire du soutien financier de l'Etat et qui sera responsable de son affectation au sein de la communauté.

Chaque communauté religieuse désigne la personne qui a la qualité de chef du culte et celle qui représente le culte dans ses rapports avec le Gouvernement. Les noms des personnes concernées seront communiqués au Ministre des Cultes.

Art. 10.

Les communautés religieuses signataires de la présente convention doivent avoir leur siège sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Chaque organe représentatif de la communauté religieuse concernée pourra, sous sa responsabilité, créer une fondation d'utilité publique à autoriser par le Ministre de la Justice.

Art. 11.

Les communautés religieuses doivent tenir une comptabilité en bonne et due forme. Les comptes de fin d'année des communautés religieuses sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprise, respectivement d'un commissaire aux comptes pour les comptes ne dépassant pas 500.000 euros. Les comptes et le rapport du réviseur d'entreprise respectivement du commissaire aux comptes doivent être transmis jusqu'au 30 juin de l'exercice subséquent au Ministre des Cultes.

Art. 12.

Les communautés religieuses font partie d'un Conseil des cultes conventionnés qui est l'interlocuteur du Gouvernement pour les dispositions relevant du présent chapitre. Le Conseil des cultes conventionnés se donnera un statut réglementant son organisation intérieure.

Le Conseil des cultes conventionnés est consulté régulièrement, dans le cadre du futur cours commun « éducation aux valeurs », sur les questions philosophiques et religieuses.

Art. 13.

Les communautés religieuses adressent leurs correspondances concernant leurs questions administratives au Ministre des Cultes.

Art. 14.

Le Gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exonération de tous droits et frais lors des transferts et changements portant sur les immeubles affectés à l'exercice du culte.

Chapitre 2: – Dispositions spécifiques concernant l'Eglise protestante du Luxembourg

Art. 15.

L'Eglise protestante du Luxembourg regroupe les communautés protestantes établies sur le territoire du Grand-Duché. Dans ce contexte, les décisions concernant l'application de la présente convention sont prises par un consistoire qui fonctionne suivant les règles établies par l'église dans son statut et dans lequel est représentée l'église protestante réformée. Le statut est communiqué au Ministre des Cultes pour information.

Les signataires de la présente convention s'engagent à respecter l'autonomie théologique, ecclésiale et de gestion de l'église protestante réformée.

Art. 16.

Le consistoire possède la personnalité civile. Le consistoire est représenté judiciairement et extrajudiciairement par son président ou un délégué spécialement mandaté. Il peut ester en justice après avoir été autorisé pour chaque cas par un vote de son assemblée pris aux deux tiers des voix.

Art. 17.

L'enveloppe financière visée à l'article 7 est fixée à 450.000.-€ (nl 775;17).

Chapitre 3. – Dispositions finales

Art. 18.

La présente convention remplace la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement et l'Eglise protestante du Luxembourg, approuvée par la loi du 10 juillet 1998 et la convention de reconnaissance de l'Eglise protestante réformée du Luxembourg, octroi de la personnalité juridique à celle-ci et détermination des fonctions et emploi rémunérés par l'Etat du 15 juin 1982, approuvée par la loi du 23 novembre 1982.

Art. 19.

La convention est conclue pour une durée de 20 ans. Elle sera reconduite tacitement pour la même durée sauf renégociation par les parties signataires.

Art. 20.

La présente Convention est rédigée en trois exemplaires. Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.

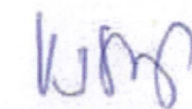
Fait à Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg



Premier Ministre,
Ministre des Cultes

Pour l'Église protestante du
Luxembourg

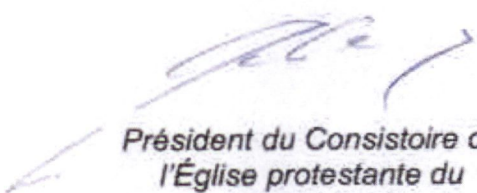


Chef de culte

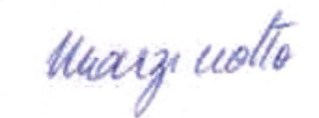
Pour l'Église protestante
réformée du Luxembourg



Pasteur titulaire



Président du Consistoire de
l'Église protestante du
Luxembourg



Vice-Présidente du
Consistoire de l'Église
protestante réformée



**Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église Orthodoxe
au Luxembourg**

Préambule

Considérant que les communautés religieuses bénéficiant des conventions professent une religion reconnue au niveau mondial, sont bien établies au Luxembourg et y sont appuyées par une communauté suffisamment nombreuse ;

considérant que le respect des droits et libertés constitutionnels, de l'ordre public et des valeurs démocratiques, la promotion des droits de l'homme et de l'égalité de traitement ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes doivent être garantis par les communautés signataires de la présente convention ;

considérant qu'au vu de l'évolution sociologique et démographique des dernières décennies, il y a lieu d'ajouter la communauté musulmane du Luxembourg aux communautés religieuses bénéficiant des conventions en cours ;

considérant que le Gouvernement entend contribuer à l'exercice de la liberté des cultes par une contribution à charge du budget de l'État et qu'en contrepartie les cultes prêtent assistance spirituelle à toute personne qui en formule la demande ;

les parties en viennent à la conclusion de signer la présente convention.

Art. 1^{er}.

La présente convention a pour objet de régler les relations administratives et financières entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église Orthodoxe au Luxembourg, ci-après désignée par l'expression « communauté religieuse ».

Chapitre 1. – Dispositions communes aux communautés religieuses

Art. 2.

La communauté religieuse exerce son culte librement et publiquement dans le cadre des droits et libertés constitutionnels et dans le respect de l'ordre public, des droits de l'homme et de l'égalité de traitement. Elle s'engage à écarter de l'organisation de la communauté tout membre qui agit ou appelle à agir en violation de ces principes.

Art. 3.

La communauté religieuse décide librement de son organisation territoriale et personnelle, y compris pour ce qui est des aumôneries.

Conformément au principe de séparation de l'Etat et des communautés religieuses, l'Etat n'intervient pas dans la nomination des collaborateurs des cultes, à l'exception des règles à fixer, le cas échéant, par une loi en ce qui concerne la nomination des chefs des cultes.

Art. 4.

La communauté religieuse s'engage à ne plus recruter ses collaborateurs à charge du budget de l'Etat à partir de la date de l'approbation de la présente convention. A partir de cette date, tous les collaborateurs recrutés par la communauté religieuse seront engagés sous un régime de droit privé.

Art. 5.

Le Gouvernement prend les mesures nécessaires afin d'assurer que le personnel engagé par la communauté religieuse avant l'entrée en vigueur de la présente convention continuera à se voir appliquer les dispositions relatives aux traitements et pensions contenus dans les conventions existantes au moment de leur engagement.

Art. 6.

La communauté religieuse s'engage à inviter les ministres du culte engagés sur base de la convention visée à l'article 18 de faire valoir leurs droits à pension à l'âge de 65 ans au plus tard.

Art. 7.

La présente convention fixe pour la communauté religieuse un soutien financier annuel qui sera viré pour le 31 janvier au plus tard de l'année en cours. Le montant de ce soutien financier est fixé en fonction de l'importance de la communauté religieuse. Il sera adapté aux variations de l'échelle mobile des salaires.

Le montant du soutien financier sera viré progressivement au culte concerné dès qu'il dépassera la somme des traitements, charges patronales comprises, des ministres du culte pris en charge en vertu du régime prévu à l'article 5.

Art. 8.

Le paiement de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article précédent peut être suspendu si la communauté religieuse ne respecte pas les principes énoncés à l'article 2.

Art. 9.

La communauté religieuse communiquera au Ministre des Cultes un organe représentatif national qui sera allocataire du soutien financier de l'Etat et qui sera responsable de son affectation au sein de la communauté.

La communauté religieuse désigne la personne qui a la qualité de chef du culte et celle qui représente le culte dans ses rapports avec le Gouvernement. Les noms des personnes concernées seront communiqués au Ministre des Cultes.

Art. 10.

La communauté religieuse doit avoir son siège sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

L'organe représentatif de la communauté religieuse pourra, sous sa responsabilité, créer une fondation d'utilité publique à autoriser par le Ministre de la Justice.

Art. 11.

La communauté religieuse doit tenir une comptabilité en bonne et due forme. Les comptes de fin d'année de la communauté religieuse sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprise, respectivement d'un commissaire aux comptes pour les comptes ne dépassant pas 500.000 euros. Les comptes et le rapport du réviseur d'entreprise respectivement du commissaire aux comptes doivent être transmis jusqu'au 30 juin de l'exercice subséquent au Ministre des Cultes.

Art. 12.

La communauté religieuse fait partie d'un Conseil des cultes conventionnés qui est l'interlocuteur du Gouvernement pour les dispositions relevant du présent chapitre. Le Conseil des cultes conventionnés se donnera un statut réglementant son organisation intérieure.

Le Conseil des cultes conventionnés est consulté régulièrement, dans le cadre du futur cours commun « éducation aux valeurs », sur les questions philosophiques et religieuses.

Art. 13.

La communauté religieuse adresse sa correspondance concernant les questions administratives au Ministre des Cultes.

Art. 14.

Le Gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exonération de tous droits et frais lors des transferts et changements portant sur les immeubles affectés à l'exercice du culte.

Chapitre 2. – Dispositions spécifiques concernant l'Eglise Orthodoxe au Luxembourg

Art. 15.

L'Eglise Orthodoxe au Luxembourg regroupe les paroisses orthodoxes d'expressions hellénique, roumaine, serbe et russe du Luxembourg.

Art. 16.

L'Église possède la personnalité civile. Elle est représentée judiciairement et extrajudiciairement par le Métropolite-Archevêque de Belgique, Exarque des Pays-Bas et du Luxembourg, relevant du Patriarcat Œcuménique de Constantinople, ou par son représentant spécialement mandaté par écrit par lui.

Art. 17.

L'enveloppe financière visée à l'article 7 est fixée à 285.000.-€ (ni 775,17).

Chapitre 3. – Dispositions finales

Art. 18.

La présente convention remplace la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement et l'Église orthodoxe hellénique, approuvée par la loi du 10 juillet 1998, ainsi que l'Avenant du 27 janvier 2003 rendant applicable cette convention aux Églises orthodoxes serbe et roumaine, qui sont en communion avec le Patriarcat Œcuménique de Constantinople.

Art. 19.

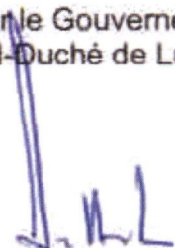
La convention est conclue pour une durée de 20 ans. Elle sera reconduite tacitement pour la même durée sauf renégociation par les parties signataires.

Art. 20.

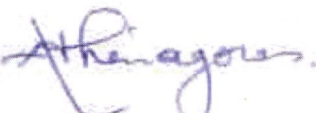
La présente convention est rédigée en deux exemplaires. Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.

Fait à Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg


Premier Ministre,
Ministre des Cultes

Pour l'Église orthodoxe du
Luxembourg

+ le Métropolite 
Archevêque-métropolite de
Belgique, Exarque des Pays-Bas
et du Luxembourg, relevant du
Patriarcat Œcuménique de
Constantinople



**Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église anglicane
du Luxembourg**

Préambule

Considérant que les communautés religieuses bénéficiant des conventions professent une religion reconnue au niveau mondial, sont bien établies au Luxembourg et y sont appuyées par une communauté suffisamment nombreuse ;

considérant que le respect des droits et libertés constitutionnels, de l'ordre public et des valeurs démocratiques, la promotion des droits de l'homme et de l'égalité de traitement ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes doivent être garantis par les communautés signataires de la présente convention ;

considérant qu'au vu de l'évolution sociologique et démographique des dernières décennies, il y a lieu d'ajouter la communauté musulmane du Luxembourg aux communautés religieuses bénéficiant des conventions en cours ;

considérant que le Gouvernement entend contribuer à l'exercice de la liberté des cultes par une contribution à charge du budget de l'État et qu'en contrepartie les cultes prêtent assistance spirituelle à toute personne qui en formule la demande ;

les parties en viennent à la conclusion de signer la présente convention.

Art. 1^{er}.

La présente convention a pour objet de régler les relations administratives et financières entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église anglicane du Luxembourg, ci-après désignée par l'expression « communauté religieuse ».

Chapitre 1. – Dispositions communes aux communautés religieuses

Art. 2.

La communauté religieuse exerce son culte librement et publiquement dans le cadre des droits et libertés constitutionnels et dans le respect de l'ordre public, des droits de l'homme et de l'égalité de traitement. Elle s'engage à écarter de l'organisation de la communauté tout membre qui agit ou appelle à agir en violation de ces principes.

Art. 3.

La communauté religieuse décide librement de son organisation territoriale et personnelle, y compris pour ce qui est des aumôneries.

Conformément au principe de séparation de l'État et des communautés religieuses, l'État n'intervient pas dans la nomination des collaborateurs des cultes, à l'exception

dés règles à fixer, le cas échéant, par une loi en ce qui concerne la nomination des chefs des cultes.

Art. 4.

La communauté religieuse s'engage à ne plus recruter ses collaborateurs à charge du budget de l'Etat à partir de la date de l'approbation de la présente convention. A partir de cette date, tous les collaborateurs recrutés par la communauté religieuse seront engagés sous un régime de droit privé.

Art. 5.

Le Gouvernement prend les mesures nécessaires afin d'assurer que le personnel engagé par la communauté religieuse avant l'entrée en vigueur de la présente convention continuera à se voir appliquer les dispositions relatives aux traitements et pensions contenus dans les conventions existantes au moment de leur engagement.

Art. 6.

La communauté religieuse s'engage à inviter les ministres du culte engagés sur base de la convention visée à l'article 17 de faire valoir leurs droits à pension à l'âge de 65 ans au plus tard.

Art. 7.

La présente convention fixe pour la communauté religieuse un soutien financier annuel qui sera viré pour le 31 janvier au plus tard de l'année en cours. Le montant de ce soutien financier est fixé en fonction de l'importance de la communauté religieuse. Il sera adapté aux variations de l'échelle mobile des salaires.

Le montant du soutien financier sera viré progressivement au culte concerné dès qu'il dépassera la somme des traitements, charges patronales comprises, des ministres du culte pris en charge en vertu du régime prévu à l'article 5.

Art. 8.

Le paiement de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article précédent peut être suspendu si la communauté religieuse ne respecte pas les principes énoncés à l'article 2.

Art. 9.

La communauté religieuse communiquera au Ministre des Cultes un organe représentatif national qui sera allocataire du soutien financier de l'Etat et qui sera responsable de son affectation au sein de la communauté.

La communauté religieuse désigne la personne qui a la qualité de chef du culte et celle qui représente le culte dans ses rapports avec le Gouvernement. Les noms des personnes concernées seront communiqués au Ministre des Cultes.

Art. 10.

La communauté religieuse doit avoir son siège sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

L'organe représentatif de la communauté religieuse pourra, sous sa responsabilité, créer une fondation d'utilité publique à autoriser par le Ministre de la Justice.

Art. 11.

La communauté religieuse doit tenir une comptabilité en bonne et due forme. Les comptes de fin d'année de la communauté religieuse sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprise, respectivement d'un commissaire aux comptes pour les comptes ne dépassant pas 500.000 euros. Les comptes et le rapport du réviseur d'entreprise respectivement du commissaire aux comptes doivent être transmis jusqu'au 30 juin de l'exercice subséquent au Ministre des Cultes.

Art. 12.

La communauté religieuse fait partie d'un Conseil des cultes conventionnés qui est l'interlocuteur du Gouvernement pour les dispositions relevant du présent chapitre. Le Conseil des cultes conventionnés se donnera un statut réglementant son organisation intérieure.

Le Conseil des cultes conventionnés est consulté régulièrement, dans le cadre du futur cours commun « éducation aux valeurs », sur les questions philosophiques et religieuses.

Art. 13.

La communauté religieuse adresse sa correspondance concernant les questions administratives au Ministre des Cultes.

Art. 14.

Le Gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exonération de tous droits et frais lors des transferts et changements portant sur les immeubles affectés à l'exercice du culte.

Chapitre 2. – Dispositions spécifiques concernant l'Eglise anglicane du Luxembourg

Art. 15.

L'Eglise anglicane possède la personnalité civile. Elle est représentée judiciairement et extrajudiciairement par l'évêque pour l'Europe, son vicaire général ou un délégué spécialement mandaté par l'un d'eux.

Art. 16.

L'enveloppe financière visée à l'article 7 est fixée à 125.000.-€ (ni 775,17).

Chapitre 3. – Dispositions finales

Art. 17.

La présente convention remplace la convention du 27 janvier 2003 entre le Gouvernement et l'Église anglicane du Luxembourg, approuvée par la loi du 11 juin 2004.

Art. 18.

La convention est conclue pour une durée de 20 ans. Elle sera reconduite tacitement pour la même durée sauf renégociation par les parties signataires.

Art. 19.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires. Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.

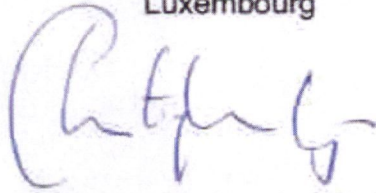
Fait à Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg



Premier Ministre,
Ministre des Cultes

Pour l'Église anglicane du
Luxembourg



Révérend, délégué de l'Evêque
pour l'Europe



Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la communauté musulmane du Luxembourg

Préambule

Considérant que les communautés religieuses bénéficiant des conventions professent une religion reconnue au niveau mondial, sont bien établies au Luxembourg et y sont appuyées par une communauté suffisamment nombreuse ;

considérant que le respect des droits et libertés constitutionnels, de l'ordre public et des valeurs démocratiques, la promotion des droits de l'homme et de l'égalité de traitement ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes doivent être garantis par les communautés signataires de la présente convention ;

considérant qu'au vu de l'évolution sociologique et démographique des dernières décennies, il y a lieu d'ajouter la communauté musulmane du Luxembourg aux communautés religieuses bénéficiant des conventions en cours ;

considérant que le Gouvernement entend contribuer à l'exercice de la liberté des cultes par une contribution à charge du budget de l'État et qu'en contrepartie les cultes prêtent assistance spirituelle à toute personne qui en formule la demande ;

les parties en viennent à la conclusion de signer la présente convention.

Art. 1^{er}.

La présente convention a pour objet de régler les relations administratives et financières entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la communauté musulmane du Luxembourg, ci-après désignée par l'expression « communauté religieuse ».

Chapitre 1. – Dispositions communes aux communautés religieuses

Art. 2.

La communauté religieuse exerce son culte librement et publiquement dans le cadre des droits et libertés constitutionnels et dans le respect de l'ordre public, des droits de l'homme et de l'égalité de traitement. Elle s'engage à écarter de l'organisation de la communauté tout membre qui agit ou appelle à agir en violation de ces principes.

Art. 3.

La communauté religieuse décide librement de son organisation territoriale et personnelle, y compris pour ce qui est des aumôneries.

Conformément au principe de séparation de l'État et des communautés religieuses, l'État n'intervient pas dans la nomination des collaborateurs des cultes, à l'exception des règles à fixer, le cas échéant, par une loi en ce qui concerne la nomination des chefs des cultes.

Art. 4.

Les collaborateurs recrutés par la communauté religieuse seront engagés sous un régime de droit privé.

Art. 5.

La présente convention fixe pour la communauté religieuse un soutien financier annuel qui sera viré pour le 31 janvier au plus tard de l'année en cours. Le montant de ce soutien financier est fixé en fonction de l'importance de la communauté religieuse. Il sera adapté aux variations de l'échelle mobile des salaires.

Le montant du soutien financier sera viré à partir de la date de l'approbation de la convention. Pour la première année, le montant est calculé au prorata du nombre de mois à partir de la date d'approbation jusqu'au 31 décembre.

Art. 6.

Le paiement de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article précédent peut être suspendu si la communauté religieuse ne respecte pas les principes énoncés à l'article 2.

Art. 7.

La communauté religieuse communique au Ministre des Cultes un organe représentatif national qui sera allocataire du soutien financier de l'État et qui sera responsable de son affectation au sein de la communauté.

La communauté religieuse désigne la personne qui a la qualité de chef du culte et celle qui représente le culte dans ses rapports avec le Gouvernement. Les noms des personnes concernées seront communiqués au Ministre des Cultes.

Art. 8.

La communauté religieuse doit avoir son siège sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

L'organe représentatif de la communauté religieuse pourra, sous sa responsabilité, créer une fondation d'utilité publique à autoriser par le Ministre de la Justice.

Art. 9.

La communauté religieuse doit tenir une comptabilité en bonne et due forme. Les comptes de fin d'année de la communauté religieuse sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprise, respectivement d'un commissaire aux comptes pour les

comptes ne dépassant pas 500.000 euros. Les comptes et le rapport du réviseur d'entreprise respectivement du commissaire aux comptes doivent être transmis jusqu'au 30 juin de l'exercice subséquent au Ministre des Cultes.

Art. 10.

La communauté religieuse fait partie d'un Conseil des cultes conventionnés qui est l'interlocuteur du Gouvernement pour les dispositions relevant du présent chapitre. Le Conseil des cultes conventionnés se donnera un statut réglementant son organisation intérieure.

Le Conseil des cultes conventionnés est consulté régulièrement, dans le cadre du futur cours commun « éducation aux valeurs », sur les questions philosophiques et religieuses.

Art. 11.

La communauté religieuse adresse la correspondance concernant les questions administratives au Ministre des Cultes.

Art. 12.

Le Gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exonération de tous droits et frais lors des transferts et changements portant sur les immeubles affectés à l'exercice du culte.

Chapitre 2. — Dispositions spécifiques concernant le Culte musulman

Art. 13.

L'Assemblée de la Communauté Musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommée Shoura, représente les communautés musulmanes établies sur le territoire du Grand-Duché.

La Shoura fonctionne suivant les règles établies dans son statut. Le statut est communiqué au Ministre des Cultes pour information.

La Shoura possède la personnalité civile. Elle est représentée judiciairement et extrajudiciairement par son président ou un délégué spécialement mandaté. Elle peut ester en justice après avoir été autorisée pour chaque cas par un vote de son assemblée pris aux deux tiers des voix.

Art. 14.

L'enveloppe financière visée à l'article 5 est fixée à 450.000.-€ (ni 775,17).

Chapitre 3. – Dispositions finales

Art. 15.

La convention est conclue pour une durée de 20 ans. Elle sera reconduite tacitement pour la même durée sauf renégociation par les parties signataires.

Art. 16.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires. Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.

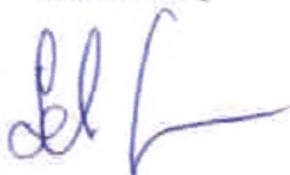
Fait à Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg

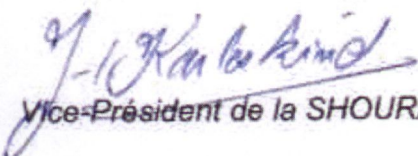


*Premier Ministre,
Ministre des Cultes*

Pour le Culte musulman du
Luxembourg



Président de la SHOURA



Vice-Président de la SHOURA